



**C\_2016\_051**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Habitat, Cohésion Sociale et  
Emploi

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

**Objet de la  
délibération:**  
**Programme Local de  
l'Habitat -  
Convention de  
délégation des aides  
à la pierre - Avenant  
de fin de gestion  
2015**

L'an deux mille seize le dix neuf mai à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : **24 MAI 2016**

**Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982**

L'article 61 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et les départements qui le souhaitent peuvent conclure une convention avec l'État, par laquelle celui-ci leur délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de l'acquisition et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux ainsi que les aides en faveur de la rénovation de l'habitat privé.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a signé avec l'État une telle convention le 3 octobre 2011 pour une durée de 6 ans (2011-2016).

Elle assure la programmation, l'instruction et la gestion des aides déléguées pour le parc public mais également la programmation des aides déléguées pour le parc privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

La présente délibération a pour objet l'approbation de l'avenant de fin de gestion 2015 portant consommation des autorisations d'engagement déléguées par l'État en 2015 au titre de la convention de délégation de la gestion des aides à la pierre de l'État et de l'ANAH.

L'avenant, joint en annexe, présente l'état de consommation des autorisations d'engagement déléguées par l'État pour le parc public et par l'Anah pour le parc privé en 2015.

Au total, sur l'enveloppe de base, c'est la somme de 1 172 049 € qui a été engagée par la Communauté d'Agglomération Dracénoise, délégataire, répartie comme suit :

- à hauteur de 1 009 200 € pour réaliser des opérations de logement social en offre nouvelle :
  - 99 PLAI
  - 218 PLUS
  - 11 PLS

Concernant la production de logements locatifs sociaux, il est important de préciser que la programmation 2015 présente l'agrément de 328 logements, soit quasiment un doublement par rapport au millésime précédent, 2014.

- à hauteur de 162 849 € pour conduire la réhabilitation de logements privés affectés à des opérations de travaux, soit :

	Propriétaires Bailleurs			Propriétaires occupants			Total des logements
	Habitat Indigne/ Très dégradé	Moyennement dégradé	Énergie	Habitat Indigne/ Très dégradé	Énergie	Autonomie	
<b>Objectifs 2015</b>	5	4	2	5	40	11	67
<b>Réalisations 2015</b>	1	0	0	0	20	5	26

Par ailleurs, le Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) a mis à disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise une enveloppe financière consommée pour un montant de 56 976 € en 2015.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

UR : 051-248300492-20160504-2016\_051-DE  
Habitat du 3 mai 2016, 1 est

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat du 3 mai 2016, 1 est  
demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant de fin de gestion, tel que présenté en annexe,
- autoriser Monsieur le Président à le signer,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.